



**institut universitaire**  
graduate institute  
**d'études du développement**  
of development studies

# Itinéraires

## Modernisation agraire, oligarchies et mouvements paysans au Brésil Une évaluation historique

Jacky BUFFET

Notes et travaux n° 56

ITINÉRAIRES  
Notes et Travaux  
n° 56

# MODERNISATION AGRAIRE, OLIGARCHIES ET MOUVEMENTS PAYSANS AU BRÉSIL

Une évaluation historique

Jacky BUFFET  
Maître de conférences – Chercheur

© IUED, septembre 2000

FS 12.–

INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT  
Service des publications  
Case postale 136 – CH-1211 GENÈVE 21  
<http://www.iued.unige.ch> – [publications@iued.unige.ch](mailto:publications@iued.unige.ch)



## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE 1 – OLIGARCHIES, TERRES ET POUVOIR : L'ÉQUATION HISTORIQUE BRÉSILIENNE	7
L'origine de l'oligarchie : « capitaineries héréditaires » et <i>sesmarias</i>	7
L'Empire et la première vague de modernisation (1822-1889)	9
La I <sup>re</sup> République (1889-1930) : les « barons du café » au pouvoir	11
Vers l'industrialisation (1930-1964) : l'oligarchie fait de la résistance	12
CHAPITRE 2	
LES VOIES DE LA « MODERNISATION CONSERVATRICE »	17
La croissance extensive et la « question agraire »	17
La stratégie de « modernisation conservatrice » et ses conséquences	18
L'impact de la modernisation sur l'oligarchie	21
Les luttes pour la terre	24
CONCLUSION	29
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	31



## INTRODUCTION

Dans la seconde moitié des années 1950, le Brésil est entré dans une phase de modernisation industrielle rapide. Cette modernisation, ainsi que les étapes qui l'ont suivie – le « miracle brésilien » (1968-1973), le projet « puissance émergente » (1974-1979) et ce que Antonio Barros de Castro a appelé la « marche forcée vers l'industrialisation » – l'ont hissé peu à peu au huitième rang mondial, derrière la Chine et juste avant le Canada. Mais un tel classement ne veut pas dire grand-chose, car le Brésil est aussi atteint d'une pathologie de développement qui a pour nom « exclusion ». Celle-ci se mesure par les inégalités de répartition du revenu, dont il détient le record absolu. Selon la Banque mondiale, en 1995 les 10% de Brésiliens les plus riches se partageaient 47,9% du revenu national contre 0,8% pour les 10% les plus pauvres. La moitié pauvre de la population se partageait moins de 15% du revenu national.

La tentation légitime de traquer les inégalités en milieu urbain – 80% de la population vit dans les villes – ne doit toutefois pas occulter les inégalités en milieu rural. Et pour cause : elles se doublent ici d'une concentration foncière impressionnante. Selon le cadastre de 1992, les exploitations de plus de 1000 hectares représentent 2,5% des exploitations mais concentrent 50% de la surface agricole, tandis qu'à l'autre extrémité, les propriétés de moins de 50 hectares représentent 75% des exploitations sur moins de 11% de la surface agricole. Lorsque l'on ajoute que ces dernières concentrent également les deux tiers de la main-d'œuvre agricole, on a là l'équation d'une crise sociale à laquelle les Brésiliens ont donné le nom de « question agraire »<sup>1</sup>.

Un tel degré de concentration et d'inégalités débouche presque naturellement sur des conflits. Ceux-ci jalonnent l'histoire du pays et ont notamment pesé lourd à la veille du coup d'Etat de 1964. De nos jours, ils se traduisent par des affrontements entre grands propriétaires et *posseiros*, ces petits paysans installés sur une terre sans titre de propriété. On ne dénombre pas moins de 1000 assassinats entre 1985 et 1995. La revendication est presque toujours et partout la même : « La réforme agraire tout de suite. » Mais chaque fois la réforme est ajournée. L'absence d'un réel volontarisme politique, une opposition parfaitement organisée et, plus largement, le choix d'un modèle de développement excluant ont contribué à en écarter la perspective. La modernisation agricole a largement confirmé ce choix, les mesures incitatives en faveur de l'introduction des techniques ayant davantage ciblé les grands domaines, seuls capables de générer de la productivité. A tel point qu'aujourd'hui, si l'on parle de réforme agraire, c'est uniquement d'un point de vue social. Mais au Brésil, on le sait, le social « ne pèse par lourd ».

Pourtant, il ne faudrait pas non plus croire que la modernisation soit passée sur les campagnes sans modifier les données historiques. L'introduction des techniques mécanisées, la Révolution verte, le génie génétique n'ont pas laissé intacte l'oligarchie et se sont combinés à l'histoire pour ouvrir la voie à plusieurs formes de modernisation. Dans les régions proches du Centre industrialisé, la modernisation a fait entrer les campagnes dans l'économie capitaliste. Les techniques de production et les relations de travail en portent les signes distinctifs : mécanisation poussée, salarisation, augmentation du travail saisonnier. Au Nord, dans les régions plus reculées, l'utilisation de l'espace est plus extensive et laisse encore une part belle aux relations de travail précapitalistes... L'esclavage y est une réalité quotidienne. Et puis, il y a la frontière. Le Brésil est un des rares pays à présenter encore une frontière agricole, dernier espoir des sans-terre qui ont refusé la politique d'*assentamento* du mouvement

---

<sup>1</sup> Au cours des cinquante dernières années, pour l'ensemble du pays, le coefficient de Gini n'a jamais été inférieur à 0,82.

et qui renoncent à venir grossir les périphéries urbaines, ce monde qui n'est plus la campagne, mais qui n'est pas encore la ville. Tous ces éléments convergent vers une seule et même proposition. Au Brésil, la terre raconte la société, une société qui n'est plus rurale, mais dont la construction puise dans la ruralité et plonge jusqu'au fond des villes, au cœur du pouvoir.

Nous nous proposons de présenter ici la trame générale de cette histoire. Dans un premier temps, nous rappellerons les données historiques qui permettent de comprendre le processus de constitution des grands domaines. Ce chapitre nous conduira jusqu'à la veille du coup d'Etat de 1964, que nous éclairerons sous l'angle des conflits issus de ce que le président Goulart appelait à l'époque les « réformes de base », et dont la réforme agraire a constitué l'élément central. Dans le second chapitre, nous expliciterons le processus de modernisation de l'agriculture, que les Brésiliens ont qualifié eux-mêmes de « modernisation conservatrice ». Nous montrerons en quoi cette modernisation a constitué une caractéristique du modèle de développement, mais aussi en quoi elle a modifié la configuration de l'oligarchie ainsi que les formes des résistances paysannes. Nous concluons enfin sur les perspectives en matière de réforme agraire.

## CHAPITRE 1 OLIGARCHIES, TERRES ET POUVOIR : L'ÉQUATION HISTORIQUE BRÉSILIENNE

### **L'origine de l'oligarchie : « capitaineries héréditaires » et *sesmarias***

En général, on désigne par *oligarchie* un « système de pouvoirs de fait dont la pièce essentielle est le pouvoir économique basé sur la propriété de grands domaines agricoles et dont l'importance est prépondérante dans la conduite des affaires de l'État »<sup>2</sup>. Cette définition met bien en relief les multiples aspects et la complexité que recouvre la notion d'oligarchie : grands domaines agricoles, pouvoir économique, pouvoir politique. On pourrait y ajouter sa permanence dans le temps, tant sont anciennes les origines de ce pouvoir, mais sont présentes ses manifestations dans les sociétés contemporaines d'Amérique latine.

Au Brésil, l'origine de ce pouvoir remonte à la colonisation. Elle est à situer dans le régime des *sesmarias*, c'est-à-dire la partie du domaine royal attribuée à un colon (*sesmeiro*) par un « capitaine donataire » afin d'assurer sa mise en valeur. Pour en saisir la nature, il faut au préalable rappeler les difficultés rencontrées par le Portugal dans l'entreprise coloniale.

Lorsque les Portugais mouillent l'ancre au large de Porto Seguro le 22 avril 1500, ils n'avaient pas pour but de conquérir de nouvelles terres. Soucieux d'élargir leur emprise sur le commerce des épices, ils considéraient cette terre avant tout comme un point d'escale sur la route des Indes, véritable but de l'entreprise mercantile partie de Lisbonne. Tout au plus pouvaient-ils espérer que les autochtones auraient atteint un degré suffisant d'organisation pour rendre possible un commerce d'épices dont ils n'hésiteraient pas alors à s'emparer. Mais là, les Portugais doivent très vite déchanter. La terre sur laquelle ils viennent de prendre pied est désespérément vide... vide d'hommes, vide de civilisation millénaire, vide de métaux précieux. La seule richesse apparente est le « bois rouge », le *pau brasil*, lequel, une fois traité par décoction, permettait d'extraire une teinture rouge utilisée dans l'industrie textile métropolitaine. Mais cette maigre consolation ne pouvait réellement rivaliser avec les profits commerciaux tirés des comptoirs asiatiques. Dès le départ, l'entreprise portugaise au Brésil est donc un échec.

Puis, vers 1530, les choses changent. Dans les Caraïbes, des puissances concurrentes et des aventuriers de tout bord commencent à regarder en direction du sud, allant même jusqu'à établir des comptoirs et conclure des alliances avec les indigènes. Les positions portugaises sont menacées. Il faut donc réagir, organiser une occupation plus rationnelle du territoire et surtout trouver un moyen de rentabiliser cette occupation. Les Portugais décident alors de mettre à profit la toute première richesse du pays – le climat tropical – et s'engagent dans l'agriculture coloniale, dont le premier produit, le sucre, inscrit d'emblée le Nordeste dans les flux d'échanges avec l'Europe. Cependant, avant d'en arriver là, le Portugal devait encore résoudre deux problèmes.

En effet, pour être véritablement rentable, l'entreprise agricole à grande échelle exigeait une main-d'œuvre abondante. Or, ni la faiblesse démographique du Portugal,

---

<sup>2</sup> VEGA Luis Mercier, *Mécanismes du pouvoir en Amérique latine*, Paris : Editions Universitaires, 1967, p. 13.

ni la soumission des peuples indigènes, ni le recours à une main-d'œuvre salariée ne permettaient d'envisager une issue satisfaisante à cette exigence. En revanche, la traite négrière, déjà pratiquée dans les îles de l'Atlantique et dans le sud du Portugal, avait amplement démontré sa capacité à résoudre les problèmes de mise en valeur des ressources locales, donnant par là même la solution.

De même, engager plus en avant le processus de colonisation ne pouvait se faire qu'à partir du moment où la métropole en retirait du profit. Or, là encore la faiblesse financière et démographique du Petit Royaume ne permettait pas d'envisager une mise en valeur à partir d'une extension classique de la métropole vers sa colonie. Dépourvue de toute possibilité d'établir de véritables foyers de peuplement, la Couronne portugaise va alors céder à des nobles, fortunés de préférence, et en échange de divers avantages, le privilège de la mise en valeur du territoire. C'est ainsi que va naître le système des « capitaineries héréditaires ».

Dans ce système, le Brésil est divisé en 15 lots séparés par des lignes parallèles à l'équateur et perpendiculaires à la ligne de Tordesillas distinguant le domaine portugais du domaine espagnol. Ces lots sont confiés à des « capitaines donataires » – nobles ou riches commerçants – chargés de les administrer et de mettre en œuvre une colonisation effective. En contrepartie, le roi abandonne une partie de ses droits régaliens aux donataires, notamment en matière militaire, judiciaire et administrative. Il leur accorde également la propriété directe de 20% des terres de la capitainerie, le droit de réduire les Indiens en esclavage et le droit de percevoir certaines taxes. A l'échelon inférieur, le colon (*sesmeiro*) reçoit une fraction de la donation avec obligation de la faire prospérer<sup>3</sup>. Il doit en outre s'acquitter de redevances à l'égard du donataire et s'engage à respecter une obligation de service militaire en cas de guerre. C'est de ce système que vont naître les latifundia... quelque part entre terres et pouvoir.

Les relations entre la colonie et la métropole sont enfin régies par le système du « pacte colonial » et de l'« exclusif métropolitain », qui assurent aux bourgeoisies marchandes métropolitaines le transfert de l'excédent généré par la colonie vers la métropole. L'ensemble de ces conditions donnera naissance à un système économique particulièrement adapté à la maximisation d'un profit commercial par réduction des coûts de production, notamment à travers le trépied colonial bien connu : latifundia, monoculture et esclavagisme.

Naturellement, il s'agissait là d'un système hautement inégalitaire impliquant une parfaite subordination de la colonie à la métropole. Au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, la tutelle de Lisbonne sur les producteurs directs va être de moins en moins bien tolérée et éveiller peu à peu une contestation qui trouvera son moment historique en 1822, avec l'Indépendance. A cette date, les droits de gestion accordés aux *sesmeiros* sont transformés en droits de propriété tandis qu'émergent de grandes familles fortement enracinées dans les campagnes et dotées d'une solide expérience dans les domaines de la production et du commerce. Libérées de leurs obligations envers la métropole, ces familles vont alors organiser un cadre institutionnel assurant leur parfaite reproduction et reconduire à leur profit exclusif toutes les caractéristiques de l'économie coloniale. Dit autrement, au lendemain de l'Indépendance, pas plus la spécialisation agricole, la grande propriété foncière que le mode de production esclavagiste ne sont modifiés. Les fondements de l'économie coloniale sont entièrement reconduits durant toute la période impériale, selon un schéma conforme aux intérêts de l'oligarchie... ou plutôt, des oligarchies.

---

<sup>3</sup> Une *sesmaria* représentait environ 13'000 hectares. On comprend que sur de telles surfaces l'agriculture de subsistance ait été exclue. N'était possible que la monoculture de denrées disposant déjà d'un marché, et pouvant par conséquent être taxées dans l'opération de commercialisation en vue de générer un profit pour la Couronne.

## L'Empire et la première vague de modernisation (1822-1889)

En effet, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la colonie portugaise s'est déjà profondément transformée. Le Brésil n'est plus cet empire sucrier qui avait fait l'oligarchie nordestine en même temps que la fortune du Portugal. Deux nouveaux pôles sont venus compléter l'activité sucrière en faisant éclater le pays en un archipel de sous-systèmes régionaux : l'or tout d'abord, découvert dans le Centre-Sud, et le coton produit dans le Maranhão. Cette division spatiale de l'activité avait à son tour favorisé le développement de deux activités annexes d'élevage : une dans le Sertão, qui fournissait des animaux de trait, de la viande et du cuir aux plantations sucrières, et une dans le Sud, qui pourvoyait l'économie minière en animaux de charge. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces trois sous-ensembles se trouvaient en situation de crise profonde.

Dans la région aurifère, la dépression avait débuté dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec le tarissement des mines et la raréfaction du métal alluvionnaire. Cette crise se poursuivra durant tout le siècle suivant, entraînant le déclin de l'oligarchie minière et la décadence de la région d'élevage qui lui était associée dans le sud du pays. De son côté, l'économie sucrière nordestine s'accommodait très mal de l'apparition de nouveaux concurrents. Après avoir connu une courte période de reprise à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le sucre brésilien va de nouveau rencontrer des obstacles à son développement, en raison de l'éclosion de nouveaux foyers de production, à Cuba tout d'abord, puis en Louisiane à partir de 1803, et de la généralisation en Europe d'une production à partir de la betterave. Quant au coton, second produit d'exportation, il avait connu un développement prospère durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, à la suite de la révolution industrielle en Europe, mais était entré en déclin à partir de 1830, avec la mise en exploitation aux Etats-Unis d'une culture à grande échelle. Enfin, le tabac, le cuir, le riz, le caoutchouc et le cacao étaient des produits mineurs dont les marchés ne réservaient pas de grandes possibilités d'expansion et ne laissaient présager aucun avenir apte à ramener une ère de prospérité.

Au lendemain de l'Indépendance, et durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, si ces sous-systèmes avaient un point commun, c'était bien celui d'un passé glorieux, mais révolu. Les différentes oligarchies qui articulaient ces productions n'étaient donc que faiblement concurrentes, pour ne pas dire unies dans la dépression, et pouvaient trouver un lieu commun de pouvoir dans le centralisme réaffirmé en 1840 par l'intronisation d'un second empereur.

Le développement de la caféiculture dans l'arrière-pays de Rio de Janeiro, la vallée du Paraíba puis, à partir de 1870, dans l'Etat de São Paulo va bouleverser cet équilibre. Introduit au début du XVIII<sup>e</sup> siècle et jusqu'alors cultivé à des fins de consommation locale, le café va très vite s'affirmer comme produit d'exportation. Dans la première décennie de l'Indépendance, il représentait déjà 18% de la valeur des exportations, et occupait le troisième rang des produits exportés après le sucre et le coton. Au cours des années 1840, il confirme son ascension et gagne la première place du commerce brésilien, totalisant plus de 40% des exportations. A partir de 1860, la balance commerciale connaît à nouveau une situation excédentaire.

L'évolution décisive va venir de l'extérieur et concerne la main-d'œuvre. A l'époque, l'Angleterre est en pleine révolution industrielle et son avance en matière technique lui assure un bel avenir commercial pour peu que soit généralisé le libre-échange – ce qui avait été réalisé avec l'Indépendance – mais également que disparaisse le mode de production esclavagiste dans les pays partenaires. Plusieurs étapes jalonnent la transition vers le salariat : le Congrès de Vienne en 1815 qui supprime la traite négrière dans l'hémisphère Nord, la loi Eusébio de Queiros en 1850 qui met un terme au trafic au Brésil, la loi Auréa enfin en 1888 qui abolit l'esclavage.

Durant toute cette période une question se pose : comment pallier la disparition de la main-d'œuvre esclave alors que le développement de la caféiculture est en pleine

expansion ? Réponse : par des innovations techniques, le développement des chemins de fer et le recours à l'immigration. Les innovations techniques concernent principalement les « machines à café » qui vont permettre d'obtenir un produit plus sec, donc de meilleure qualité que celui tiré des traitements manuels ; de leur côté, les chemins de fer vont dégager la main-d'œuvre utilisée dans le transport du produit fini jusqu'aux ports d'embarquement et permettre leur réaffectation sur les zones de production ; enfin, l'immigration va peu à peu se substituer à l'ancienne main-d'œuvre esclave devenue insuffisante pour assurer le développement normal de la production<sup>4</sup>.

La cadence et la portée de ces transformations vont certes concerner avant tout les zones caféières du Centre-Sud, mais l'agriculture du Nordeste – c'est-à-dire le cœur de la tradition – va en connaître certains aspects, quoique à un degré moindre. Dans les deux cas, par contre, ces améliorations ne concerneront que les grands domaines, laissant en marge la petite paysannerie.

Le second aspect de la modernisation est à situer dans les implications de la généralisation du salariat. Pour assurer la reproduction de cette main-d'œuvre, les caféiculteurs vont progressivement investir une fraction de leurs capitaux dans un embryonnaire secteur industriel, en particulier dans les deux branches productrices de biens de consommation salariaux : la branche textile et la branche alimentaire. La caféiculture d'exportation va donc constituer la matrice du capital industriel, par dédoublement du capital caféier, parce que ce secteur en avait besoin pour assurer son développement et parce qu'il en avait les moyens compte tenu de ses performances à l'exportation. « Modernisation » rime donc ici avec « industrie ». Mais attention, « industrie » ne signifie pas « industrialisation », car en faisant naître l'industrie, l'agriculture va également contenir son développement dans les strictes limites des besoins exprimés par la caféiculture. La sédimentation d'une classe « industrielle-bourgeoise » en sera retardée d'autant, laissant pour un temps encore relativement long la place à l'oligarchie<sup>5</sup>.

Enfin, le dernier élément de cette modernisation concerne le pouvoir politique. Ce dynamisme croissant des régions Centre-Sud indiquait clairement vers quels types d'investissements devaient se porter les finances de l'Empire : organisation des flux migratoires, introduction du chemin de fer, machines à décortiquer... Or, parce que le pouvoir était centralisé, il était difficile d'accentuer les mécanismes d'intervention sur les régions caféières sans provoquer l'opposition des autres régions attachées à des activités déclinantes. En clair, cela signifiait qu'il était temps de revoir l'organisation politique en assurant une plus grande représentation des régions de caféiculture. Qui mieux que les caféiculteurs pouvaient faire un tel raisonnement, eux qui, contrairement à l'oligarchie sucrière nordestine, étaient à la tête d'une activité dont la naissance avait eu lieu à un moment où les intérêts de la production et de la commercialisation étaient à nouveau réunis ? Dès le départ, les caféiculteurs se présentèrent comme des hommes à expérience commerciale, impliqués dans les opérations foncières, de gestion de la main-d'œuvre, d'organisation des transports et de production de biens manufacturés pour assurer la reproduction de la main-d'œuvre. Leur proximité géographique des centres politiques de décision ne pouvait que mieux leur permettre d'entrevoir les avantages d'un contrôle direct du pouvoir. Cette perspective de privatisation des pouvoirs suprêmes constituera un facteur supplémentaire de scission à l'intérieur du bloc oligarchique.

A partir de 1870, les nécessités d'une intervention plus ferme en faveur de la caféiculture vont s'affirmer à travers la revendication d'une plus grande autonomie des régions Sud, alors en conflit avec l'administration impériale des vieux intérêts

---

<sup>4</sup> CARDOSO DE MELLO João Manuel, *O capitalismo tardio : contribuição a revisão critica da formação e do desenvolvimento da economia brasileira*, 5<sup>e</sup> édition, São Paulo : Brasiliense, 1986.

<sup>5</sup> BUFFET Jacky, *Industrialisation et développement au Brésil – 1500-2000*, Paris : L'Harmattan, 2000.

oligarchiques. La contradiction nouée au sein du bloc oligarchique débouche sur une crise politique qui précipite la fin de l'Empire (coup d'Etat du 15 novembre 1889) et établit en 1891 l'autonomie des régions.

### **La I<sup>re</sup> République (1889-1930) : les « barons du café » au pouvoir**

L'arrivée au pouvoir de l'oligarchie du café constitue une étape importante dans l'histoire du Brésil. En prenant le pouvoir, les « barons du café » vont en même temps prendre les mesures préventives qui leur permettront de perpétuer leur hégémonie. Cette option a toutefois un prix, la soumission des autres fractions de l'oligarchie... mais celui-ci n'apparaîtra que plus tard. Le Brésil devient par ailleurs une Fédération de 20 Etats auxquels est accordée une ample autonomie administrative et économique. Tout est organisé pour assurer la reproduction de l'oligarchie dominante, non seulement sur le plan local, mais surtout au niveau fédéral.

Par exemple, le système de représentation retenu pour la composition de la Chambre des députés établissait une proportionnalité entre le nombre de représentants pour chaque Etat et la population présente dans ces Etats. Par ce système, les Etats les plus peuplés étaient assurés d'un nombre de représentants supérieur à ceux des autres Etats, établissant ainsi une hiérarchie d'Etats à l'intérieur de la Fédération. Dans la mesure où les Etats les plus peuplés étaient les Etats de São Paulo et Minas Gerais, et dans la mesure où ces Etats étaient également de grands Etats producteurs de café, la suprématie des intérêts caféiers ne pouvait qu'être assurée.

De même, en hiérarchisant les Etats en fonction de leur contingent électoral (donc de leur degré de développement économique), ce système de représentation conférait à l'axe São Paulo-Minas Gerais (souvent en accord avec le Rio Grande do Sul) le privilège de choisir le candidat à la présidence de la République. Dans la mesure où les Etats caféiers pouvaient désormais se présenter à l'intérieur d'une coalition assurant leur hégémonie politique, l'élection présidentielle était jouée d'avance et ne pouvait que refléter leur pouvoir, et par conséquent leurs intérêts. Il ne restait alors qu'à définir les règles de l'alternance à l'intérieur de la coalition, pour assurer à l'oligarchie dominante le contrôle absolu de l'Etat. Cette règle, naturellement implicite, sera appliquée durant toute la I<sup>re</sup> République au cours de laquelle n'alterneront que des présidents paulistes et mineiros, assurant ainsi une parfaite hégémonie à l'oligarchie caféière.

Enfin, cette union entre les oligarchies pauliste et minière – « politique de *café com leite* » – sera renforcée à partir du gouvernement Campos Salles (1898-1902), avec la mise en place d'une puissante machine politico-administrative destinée à éliminer l'opposition et à assurer une compatibilité entre les différents niveaux de représentation. Dans ce système connu sous le nom de « politique des gouverneurs », les gouverneurs des Etats s'engageaient à accorder un appui total au président, lequel s'engageait à son tour à ne reconnaître que les mandats présentés par des députés émargeant au même parti. En d'autres termes, si un candidat non « situationniste » venait à remporter un scrutin législatif, le gouvernement ne lui reconnaissait pas sa victoire et lui refusait le droit d'exercer son mandat, verrouillant ainsi toute montée de l'opposition.

En définitive, la « politique des gouverneurs » et la « politique de *café com leite* » assuraient une parfaite représentation et une mainmise absolue de l'oligarchie caféière à tous les niveaux du pouvoir, dans une véritable privatisation de la machine politique. L'opposition et les oligarchies traditionnelles, privées de tout accès aux instances fédérales de représentation, se voyaient condamnées à assister quasi impuissantes au renforcement du pouvoir caféier, à la privatisation de la vie politique et économique et à leur inévitable marginalisation par rapport aux centres de décision. Cette situation, qui s'intensifiera avec le développement de la caféiculture, ne leur

laissera alors d'autre manière d'affirmer leur existence que le recours à la conspiration en 1930.

Comme on peut le constater, pouvoir politique et intérêts économiques étaient donc parfaitement scellés dans le Brésil du début du XX<sup>e</sup> siècle. Cet appariement vertueux va permettre de conforter le développement de la caféiculture d'exportation et peu à peu d'édifier une véritable muraille protectrice des intérêts caféiers. L'issue n'en sera d'ailleurs que moyennement heureuse pour cette fraction de l'oligarchie dans la mesure où le soutien sans condition à l'expansion caféière va rapidement conduire aux surproductions<sup>6</sup>, et avec elles à la remise en cause du revenu des caféiculteurs. La puissante machine politico-économique sera toutefois prompte à réagir à la moindre alerte du baromètre des cours et avec le contrôle de l'appareil politique, les caféiculteurs vont parvenir à imposer une politique de défense des cours du café par rachat systématique des excédents, politique dite de « valorisation ». Celle-ci sera orchestrée tout d'abord par les Etats producteurs (São Paulo, Minas Gerais, Rio de Janeiro et Espírito Santo principalement), puis sera peu à peu relayée par l'Etat central, confirmant la position hégémonique de la bourgeoisie caféière sur l'ensemble de la classe oligarchique. Le pays s'achemine ainsi à la fin des années 1920 dans le cadre d'un système politique verrouillé par les « barons du café » et d'un système économique entièrement dévoué à leurs intérêts à l'exclusion de tout autre.

Lorsqu'en 1929 survient la crise, le système n'y tient plus. La politique de rachat des excédents a artificiellement maintenu les cours à un niveau totalement irréaliste. Le revenu des caféiculteurs en a certes été renforcé, mais aucune sanction n'est venue réfréner l'extension des zones de production, les producteurs trouvant toujours en l'Etat fédéral un acheteur en dernier ressort. Le déséquilibre le plus fort est atteint l'année même de la crise, avec une production de 28,9 millions de sacs pour 14,2 millions de sacs exportés. A cette date, le système de défense des cours s'effondre, entraînant du même coup la fin de l'hégémonie oligarchique caféière. Après avoir perdu leur hégémonie économique, et ce faisant après avoir ouvert une large brèche à l'opposition oligarchique non liée à la caféiculture, les oligarchies caféières perdront finalement leur hégémonie politique le 3 octobre 1930, à la faveur d'un nouveau coup d'Etat.

### **Vers l'industrialisation (1930-1964) : l'oligarchie fait de la résistance**

Les années 1930 sont traditionnellement présentées dans la littérature comme le « diviseur des eaux », la période au cours de laquelle le centre dynamique de l'économie bascule de l'agriculture vers l'industrie. Cette vision n'est que partiellement vraie. Pour la valider, il faudrait observer un véritable mouvement d'industrialisation sur cette période, ce qui suppose l'existence d'une classe industrielle-bourgeoise. Or, tout laisse à penser qu'une telle classe n'était pas vraiment constituée à l'époque, même si un secteur industriel existait. Nous avons rappelé les modalités d'apparition de ce secteur et nous avons indiqué les limites de son développement sous la I<sup>re</sup> République. Il en découle que durant cette période, l'industrie s'est avant tout développée à partir de l'économie caféière, mais n'a pas connu de diversification au-delà des secteurs indispensables à sa reproduction. On peut à la rigueur parler de croissance industrielle mais pas d'industrialisation, et sûrement pas de classe industrielle-bourgeoise.

Au lendemain du coup d'Etat de 1930, le Brésil se retrouve donc dans une position pour le moins anachronique. L'oligarchie des cafés a perdu la double hégémonie politique et économique qui était la sienne depuis la proclamation de la

---

<sup>6</sup> 1891, 1897-98, 1906, 1917-18, 1921, 1927-28, 1929.

République, mais aucune solution de continuité ne peut être envisagée du côté des oligarchies traditionnelles, lesquelles se trouvaient en phase de déclin et donc bien incapables de proposer un projet alternatif. Quant à la bourgeoisie industrielle, elle était encore beaucoup trop faible pour combler le vide hégémonique au lendemain du *golpe*. Comment construire dans une telle situation ?

C'est là que va se mettre en place un nouveau type d'Etat, décrit dans la littérature comme « Etat de compromis », Etat d'autant plus exotique qu'il échappe à la logique occidentale. De quoi s'agit-il ? Principalement d'un Etat dans lequel seront représentées toutes les classes ou fractions de classes présentes au moment du coup d'Etat, mais sans qu'aucune ne puisse prétendre à l'hégémonie. On y retrouvera l'oligarchie des cafés, les oligarchies traditionnelles, ainsi que les fractions de capital agricole impliquées dans des activités plus industrielles et plus urbaines. Délivré de toute hégémonie monoclasse, cet Etat pourra alors répondre de manière relativement neutre aux demandes exprimées par les différents segments de l'alliance, se doter des institutions pour répondre à ces demandes<sup>7</sup>, et apparaître finalement comme vecteur de sédimentation des fractions de capital en bourgeoisies. C'est de cette manière que va pouvoir se constituer une véritable classe industrielle-bourgeoise, et avec elle l'industrialisation moderne.

Cependant, cette industrialisation ne va pas se produire immédiatement. Il faudra encore attendre que les classes industrielles-bourgeoises aient atteint une masse critique suffisante pour parvenir à l'imposer. Durant toute la période intermédiaire, l'industrialisation va donc se préciser mais devra apprendre à intégrer – et à s'intégrer à – la structure oligarchique. C'est ce qui permet de comprendre pourquoi les programmes d'intention industrielle vont tous être révisés à la baisse (quand ils ne seront pas simplement abandonnés)<sup>8</sup> et pourquoi tous les programmes de réforme agricole seront systématiquement écartés<sup>9</sup>. En outre, l'industrialisation commence à exiger des formes d'intervention publique de plus en plus poussées (financement, centralisation, planification) impliquant une nouvelle répartition des pouvoirs au sein de l'« Etat de compromis ». Peu à peu, le compromis va laisser planer un conflit qui va aller en s'intensifiant jusqu'à provoquer une crise institutionnelle majeure débouchant sur un nouveau coup d'Etat. Pour en comprendre les ressorts, il faut revenir sur l'évolution des classes vers 1950.

On peut en effet considérer qu'à cette époque, le processus de sédimentation des classes amorcé au lendemain de la Révolution est déjà bien avancé... en tout cas suffisamment avancé pour permettre une poussée majeure de l'industrialisation avec le plan de Kubitschek, connu sous le slogan « cinquante ans d'industrialisation en cinq ans ». C'est avec ce plan que l'industrie décolle véritablement et que le centre de gravité de l'économie bascule définitivement. Tous les secteurs sont touchés. Entre 1957 et 1961, l'économie s'accroît au rythme de 8% l'an, tout particulièrement dans l'industrie qui devient le principal secteur du PIB. La capacité en énergie électrique s'élève de 65% et celle de raffinage du pétrole de 200%. Dans les industries mécaniques, électriques et de transports, la production grimpe respectivement de 125%, 380% et 600%. Et l'on pourrait multiplier les exemples. Une question se pose alors : pourquoi un tel plan a-t-il pu se mettre en place, alors que les plans précédents, infiniment moins ambitieux, ont dû être revus à la baisse ? La réponse est simple : à aucun moment ce plan n'a présupposé une quelconque remise en cause de la répartition des richesses et encore moins une réforme agricole... ce qui n'était pas le cas

---

<sup>7</sup> Conseils, commissions, instituts, fondations, départements, compagnies dans tous les domaines...

<sup>8</sup> Plan SALTE (Santé Alimentation Transports Energie), Plan général de développement économique et social, Plan général d'industrialisation...

<sup>9</sup> BUFFET Jacky, « Non-réforme agricole et modèle de développement au Brésil », in AUROI Claude & MAURER Jean-Luc, *Tradition et modernisation des économies rurales : Asie, Afrique, Amérique latine*, Paris : PUF, 1998, pp. 311-322.

des expériences précédentes. En fait, tout s'est passé comme si l'avancée vers l'industrie avait été « négociée » en échange du respect de la propriété foncière.

Le conflit de classes était pourtant loin d'être désamorcé. En accélérant l'industrialisation, la gestion Kubitschek avait effectivement entraîné un renforcement du mode d'intervention de l'Etat dans l'économie, qui n'était pas du goût des secteurs les plus conservateurs. Sur le plan institutionnel, cette réélaboration des relations Etat-économie se traduisait par une hypertrophie de l'exécutif au détriment des organes législatifs, situation potentiellement conflictuelle dans la mesure où ces deux organes incarnaient des intérêts très différents.

En effet, selon la Constitution en vigueur, le chef de l'Etat était élu au suffrage universel direct. Compte tenu de la poussée de l'urbanisation et de la polarisation de l'industrialisation dans le Centre-Sud, l'élection présidentielle avait toutes les raisons de porter au pouvoir un candidat favorable à un projet plus urbain, donc plus industriel (le taux d'urbanisation approchait les 50%). A l'opposé, les élections au Congrès (Chambre des députés et Sénat) étaient davantage ancrées dans la terre. Le nombre de sénateurs était le même pour chaque Etat, quelle que soit son importance, mais comme le nombre d'Etats agricoles était plus élevé, le Sénat était assuré d'une majorité favorable au statu quo. Quant aux députés, leur nombre était proportionnel à la population de l'Etat, mais là encore, comme les analphabètes étaient exclus des consultations, les couches supérieures du Nordeste (grands propriétaires) étaient davantage représentées que celles des villes du Sud. Il en résultait fatalement une rupture entre un exécutif largement investi par des couches de la population urbaine liées à des activités industrielles, et un législatif représenté par des classes davantage liées à la terre et à la propriété foncière.

Avec le plan de Metas (industrialisation lourde), cette dichotomie va peu à peu se radicaliser. Si la réforme agraire ne faisait pas encore partie des objectifs du gouvernement, le formidable effort d'industrialisation qu'il avait développé entraînait une mobilisation sans précédent de la puissance publique, témoignant d'un contrôle quasi absolu de l'exécutif sur l'économie et donc d'une marginalisation du Congrès. L'approfondissement de l'option industrielle dans le cadre de l'« Etat de compromis » s'était en outre accompagné de déséquilibres profonds, que l'on pouvait observer à travers le développement de technologies très intensives en capital et un financement par inflation. La faible incorporation de la main-d'œuvre suscitée par ces technologies avait abouti à la marginalisation de l'immense majorité des travailleurs non qualifiés, tandis que l'inflation entraînait une dévalorisation des salaires, une concentration des revenus et par conséquent une concentration des marchés. Finalement, en employant les segments les plus qualifiés de la population et en recourant à des technologies modernes, l'industrialisation des années 1950 n'était parvenue à créer qu'une demande restreinte aux classes à plus hauts revenus, conduisant l'industrie à ne produire que pour ces classes.

Les années 1960 débiteront ainsi sur fond de crise latente : crise politique d'abord, en raison de l'affaiblissement de l'alliance populiste conclue dans le cadre de l'« Etat de compromis » et remise en cause par le développement industriel ; crise économique ensuite, compte tenu des limites de l'industrialisation dans le cadre d'une coexistence de classes qui n'autorisait guère l'élargissement du marché intérieur ; crise sociale enfin, en raison de la prise de conscience de la classe ouvrière dans les villes et d'un début de syndicalisation rurale face aux problèmes engendrés par ce type de développement (inflation, marginalisation...) <sup>10</sup>.

Cette crise exigeait de plus en plus que soit réactivée l'une des composantes de la demande globale, ce qui pouvait s'énoncer à travers deux voies possibles de

---

<sup>10</sup> On fait ici référence aux Ligues paysannes, apparues dans la seconde moitié des années 1950 dans le Nordeste.

développement. La première supposait la transformation radicale des paramètres qui avaient jusqu'alors structuré la société : élargissement du marché intérieur, réforme agraire (destinée à élargir le marché en y incorporant les millions de paysans exclus de l'économie monétaire), redistribution du revenu, élévation du salaire réel et intervention accrue de l'Etat dans l'économie. La seconde visait au contraire une accélération des tendances en cours : élargissement du marché par une concentration plus accrue du revenu en faveur des classes consommatrices de biens durables, recherche d'une nouvelle demande à l'extérieur par une politique de promotion des exportations de biens industriels et une réduction des salaires réels de façon à rendre ces exportations plus compétitives.

Sur le plan de l'adéquation au système politique, la première solution ne pouvait que se heurter aux grands propriétaires fonciers solidement implantés au Congrès, et aux mécanismes de financement de l'économie par inflation et épargne forcée. La seconde au contraire se heurtait aux limites politiques de l'action du gouvernement, qui tenait précisément sa légitimité des mêmes classes urbaines de travailleurs sur lesquelles on prétendait fonder la nouvelle étape de concentration du revenu. Incapables de traiter la crise par les voies classiques de l'ajustement, les dirigeants de l'époque, Goulart en particulier, vont rapidement réorienter le débat sur les réformes de base, à commencer par la réforme agraire. Celle-ci est envoyée au Congrès le 22 avril 1963, mais est rejetée conformément à la forte représentation des oligarchies au sein des assemblées. Acculé, Goulart en appelle à la souveraineté populaire et passe outre au Congrès en imposant la réforme par décret. Il est renversé dans un coup d'Etat militaire, le 31 mars 1964.



## CHAPITRE 2 LES VOIES DE LA « MODERNISATION CONSERVATRICE »

### La croissance extensive et la « question agraire »

La victoire des forces conservatrices va radicalement transformer les termes de la « question agraire » et conforter le processus de concentration déjà inscrit dans l'industrialisation. Il en résultera un modèle d'extraversion exploitant au maximum les fonctions de concentration et d'exclusion<sup>11</sup>. La modernisation de l'agriculture fera partie intégrante de ce modèle, mais va définitivement s'écarter des perspectives réformistes dans lesquelles elle avait été envisagée sous Goulart. Comprendre les formes modernes de l'oligarchie, c'est comprendre ces transformations qui s'illustrent parfaitement dans le passage d'un modèle de croissance « extensive » de la production agricole à un modèle de croissance « intensive ».

L'un des auteurs à avoir le mieux étudié l'articulation entre agriculture et industrie est sans conteste Francisco de Oliveira. Dans un article resté célèbre, cet auteur met en évidence le rôle de l'agriculture en tant que fonds de ressources alimentaires, mais également monétaires, dans le financement de l'industrialisation. A l'origine, cette agriculture avait une forme très extensive que l'on pouvait retrouver aux deux niveaux de la frontière de production, externe et interne<sup>12</sup>.

Au niveau de la frontière externe tout d'abord, Francisco de Oliveira avance que l'incorporation de terres nouvelles aurait permis de reproduire des relations non capitalistes de production. Ces relations, bien que contestées sur le plan local, bénéficiaient d'un aval sur le plan politique tant étaient fortes les résistances aux changements (aux réformes en particulier), elles-mêmes rattachées à des comportements patrimoniaux solidement enracinés dans les campagnes. Cette situation aurait favorisé une forte flexibilité de l'offre agricole en recréant constamment les conditions d'une accumulation primitive qu'il suffisait ensuite d'articuler à l'accumulation industrielle par des mécanismes de transfert. Dans sa fonction productive, cette frontière aurait constitué l'essentiel de l'approvisionnement des villes en riz, haricots et mil.

Mais les conditions de cette accumulation primitive ne se limitent pas à la frontière externe ; selon Francisco de Oliveira, on les retrouve également sur la frontière interne des latifundia, à travers une rotation des terres non cultivées, en particulier dans le Nordeste. Dans ce second modèle d'articulation, les structures agraires non capitalistes auraient contribué à l'accumulation urbaine du capital en réduisant le coût de reproduction de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture commerciale, ce qui permettait de réduire les salaires réels ruraux et le prix réel des aliments – donc des salaires urbains, les aliments constituant le principal bien salarial urbain.

Dans ses implications structurelles, cette résilience du modèle extensif traditionnel d'augmentation de la production par des voies non capitalistes aurait permis au système de laisser intacts les bases agraires de la production, contournant les problèmes de répartition foncière dont on a précisé plus haut l'importance dans la

---

<sup>11</sup> BUFFET Jacky « Le Brésil, du "miracle" à la difficile gestion de "l'après miracle" », *Cahiers des Amériques latines*, n° 14, 1992, pp. 67-93.

<sup>12</sup> OLIVEIRA Francisco de, « A economia brasileira : critica à razão dualista », *Estudos CEBRAP*, vol. 2, 1972, pp. 3-82.

montée vers l'industrialisation. L'articulation rural-urbain ainsi décrite aurait constitué la base du pacte structurel entre les propriétaires ruraux et la bourgeoisie urbaine en formation, atténuant fortement les antagonismes de classes liés à la réforme agraire, en tout cas au moins jusqu'au début des années 1960<sup>13</sup>.

Francisco de Oliveira n'est pas le seul à avoir mis en évidence le rôle de l'agriculture dans le financement de l'industrialisation. D'autres auteurs relèvent ce phénomène, dans des modèles moins élaborés, mais sur la base de calculs permettant de le quantifier. Mendonça de Barros indique ainsi qu'entre 1932 et 1973, la production agricole aurait augmenté plus vite que le revenu par tête, soit un taux annuel moyen de 4-5%<sup>14</sup>. A son tour, Bacha insiste sur la mobilisation des excédents exportables et l'épargne générée par l'agriculture, ainsi que sur les mécanismes pour la canaliser en direction de l'industrie (taux de change surévalué, taxation, subventions à l'importation de biens industriels). Il estime que le secteur caféier aurait fourni, entre 1947 et 1954, la base des devises nécessaires à l'expansion et à la modernisation du capital industriel dans la phase de substitution d'importations de l'après-guerre<sup>15</sup>.

Mais tout modèle a ses détracteurs et les certitudes sont faites pour être ébranlées. A l'opposé de ces analyses, d'autres auteurs insistent plus ponctuellement sur les crises d'approvisionnement des villes qui ont aussi caractérisé les années 1950-60, mais qui sont devenues très nettes surtout au début des années 1970 lorsque les termes de l'échange pour les produits agricoles se sont améliorés, provoquant une élévation des prix réels des aliments et par conséquent une recrudescence de l'inflation<sup>16</sup>. Ces « goulots d'étranglement » vont amener peu à peu des transformations importantes dans le modèle de croissance extensive en direction d'une intensification de la production par l'introduction d'innovations techniques.

### **La stratégie de « modernisation conservatrice » et ses conséquences**

Au départ, ces innovations vont rester limitées à quelques matières premières industrielles et quelques produits d'exportation à haute valeur ajoutée et se concentreront autour de São Paulo sur des surfaces limitées, voire expérimentales<sup>17</sup>. A partir des années 1950, les recherches en faveur d'une amélioration des rendements vont se faire de manière plus intensive à partir d'une accélération de l'innovation technologique. La priorité accordée au contrôle des prix urbains va favoriser des interventions du côté de l'offre, tout d'abord de technologies importées (engrais subventionnés, taux de change préférentiels, exemptions fiscales), puis, à partir des années 1960, de technologies nationales, en particulier suite au développement des industries d'engrais chimiques et d'équipements agricoles. Peu à peu, l'agriculture va se transformer et s'industrialiser. Les crédits bancaires à l'agriculture vont également connaître un fort développement dès les années 1950. Entre 1953 et 1964, ils doublent en termes réels, largement encouragés par des taux d'intérêt réels négatifs. Puis en

---

<sup>13</sup> CAMARGO Aspásia de Alcântara, « A questão agrária : crise do poder e reformas de base », in FAUSTO Boris (org.), *História geral da civilização brasileira*, t. III, São Paulo : DIFEL (Difusão Européia do Livro), 1981.

<sup>14</sup> MENDONÇA DE BARROS José Roberto, « A evolução recente da agricultura brasileira », in MENDONÇA DE BARROS José Roberto & GRAHAM Douglas Hume, *Estudos sobre a modernização da agricultura brasileira*, São Paulo : USP/ IPE (Universidade de São Paulo/ Instituto de pesquisas econômicas), 1977.

<sup>15</sup> BACHA Edmar Lisboa, *Os mitos da uma década : ensaios sobre a economia brasileira*, Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1976.

<sup>16</sup> SMITH G.W., « Brazilian Agricultural Policy : 1950-67 », in ELLIS Howard Sylvester (org.), *Essay on the Economy of Brazil*, Berkeley : University of California Press, 1969.

<sup>17</sup> Les premières recherches visant à améliorer la culture du coton remontent aux années 1920, et aux années 1930 pour ce qui est du mil hybride. (GOODMAN David, « Economia e sociedade rurais a partir de 1945 », in BACHA Edmar Lisboa & KLEIN Herbert S. (org.), *A transição incompleta : Brasil desde 1945*, Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1986, p. 125.)

1964-65 est mis en place le Système national de crédit rural, programme officiel qui va progressivement constituer le pivot de la modernisation des années 1960-70. Sur la période 1965-70, le crédit rural triple en termes réels tandis que sa part dans le total des crédits bancaires passe de 11 à 25%. Rapporté à la valeur nette de la production agricole, il passe de 15% à 50%, approchant même les 100% dans la seconde moitié des années 1970. Entre 1969 et 1979, il est multiplié par cinq en termes réels, soit un taux annuel moyen de croissance de 17%. Comme le taux d'intérêt se situait entre 15 et 20% durant cette période avec une inflation qui fluctuait entre 40 et 100%, ceux qui recevaient ces crédits se trouvèrent extraordinairement bénéficiaires. Pour 1978, la Banque mondiale a calculé que les subsides sur les prêts concédés représentaient 3 à 4% du PIB.

Ces mesures avaient un triple objectif : 1) encourager la production à travers une augmentation de la profitabilité compatible avec un maintien des prix à la consommation ; 2) augmenter la productivité à travers des produits modernes et subventionnés ; 3) stimuler la production en réduisant la variabilité des revenus agricoles par une politique de prix minimum.

Il est probable également qu'en 1964, l'augmentation des prix réels des aliments et les graves crises rencontrées dans l'approvisionnement des villes depuis le début des années 1960 aient alerté le nouveau régime militaire quant aux dangers économiques et politiques d'une dépendance trop forte à l'égard du modèle extensif... dangers qui auraient pu compromettre son programme économique. La mobilisation de la main-d'œuvre rurale, que ce soit sous la forme des Ligues paysannes ou du syndicalisme, avait fait ressurgir dans le débat les contradictions entre les structures agraires archaïques et l'industrie moderne. Certains officiers de haut rang, en particulier le général Albuquerque Lima, ministre de l'Intérieur, avaient même estimé en 1968 que le moment était venu de repenser le régime de propriété, les mesures d'exception offrant alors l'« occasion unique d'affronter certains problèmes de structure, tel celui de la réforme agraire »<sup>18</sup>. Cependant, pour les composantes de l'oligarchie rurale et de la bourgeoisie urbaine, l'industrialisation de l'agriculture était préférable à une réforme agraire, non seulement sur le plan politique, mais comme solution aux problèmes de productivité. Par ailleurs, les innovations en matière biologique et chimique véhiculées par la Révolution verte étaient largement encouragées par l'establishment scientifique international et par les capitaux agro-industriels nord-américains, désireux d'élargir leurs opérations à l'étranger. Enfin, la modernisation rurale était très à la mode chez les économistes agricoles et les représentants des organisations d'aide bilatérale et multilatérale. C'est ainsi que la confiance en une solution compatible avec des marchés libres et des mesures incitatives, et non à travers des solutions réformistes, va l'emporter, débouchant sur le modèle d'internationalisation des années 1960.

Mais cette modernisation ne va pas avoir que des avantages. L'un de ses inconvénients majeurs reste le caractère sélectif du crédit en faveur des productions à haute valeur ajoutée et intégrées dans la stratégie d'internationalisation. Cette stratégie était d'ailleurs cohérente sur le plan économique dans la mesure où les devises générées par les exportations agricoles permettaient d'alléger la crise des paiements externes. Mais combinée à la reprise des prix mondiaux des matières premières à partir de 1968, elle va contribuer à élever le prix réel de la ration alimentaire dans les villes, pousser à la hausse les salaires et renforcer les pressions inflationnistes.

Diverses études ont cherché à quantifier plus précisément ces pressions en analysant l'évolution des disponibilités alimentaires internes. Avec les réserves qui s'imposent dans ce genre d'études, Mendonça de Barros et Graham concluent que sur la période 1962-76, la fourniture interne d'aliments a augmenté légèrement jusqu'en

---

<sup>18</sup> « La présidence Costa e Silva au Brésil. Chronologie mars 1967-juillet 1968 », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 10, 24 septembre 1968, p. 54.

1971, mais diminué par la suite de 10 à 20%, tandis que dans le même temps le prix par calorie a doublé<sup>19</sup>. Homem de Melo fait un calcul similaire sur un panier composé de riz, haricots, mil, manioc et pommes de terre. Il constate une chute de 19 à 21% de la disponibilité quotidienne par tête entre 1967 et 1979<sup>20</sup>.

En outre, la sélectivité du crédit rural va directement faire de la grande propriété et de la grande entreprise agricole les principales bénéficiaires de la modernisation. Réalisée dans le cadre de la structure traditionnelle de haute concentration des revenus, elle recevra d'ailleurs le nom de « modernisation conservatrice ». A titre d'illustration, la Banque mondiale a calculé qu'en 1978, seulement 25% des producteurs ont eu accès au crédit. Les données du recensement agricole de 1975 font une estimation encore plus faible, avec 14,4%. Cette concentration se retrouve en ce qui concerne les contrats réalisés, le type de région et le type de culture. Au total, on observe toujours une forte sélectivité en faveur des produits d'exportation, matières premières industrielles et blé. Cinq produits dominant l'allocation des crédits : le café, le sucre, le riz, le soja et le blé sont responsables pour plus de 75% des crédits entre 1969 et 1975<sup>21</sup>. Les régions les plus favorisées ont été le Sudeste (36%) et le Sud (36%), les autres ne recevant que des montants beaucoup plus faibles : 1% pour le Nord, 14% pour le Nordeste et 14% pour le Centre-Ouest.

Les disparités régionales et sectorielles de productivité qui ont découlé de cette modernisation ont en outre été accentuées par les contrôles de prix internes et les vigoureuses mesures de promotion des exportations adoptées au milieu des années 1960, à commencer par le système des minidévaluations introduit en 1968, et ce au moment où les produits de base voyaient leurs termes de l'échange s'améliorer. Ainsi, les effets combinés des interventions publiques et des tendances du marché international ont accru la rentabilité tout en réduisant le risque dans les secteurs d'exportation. Par contre, ces différences intersectorielles de profitabilité et de risque ont provoqué des taux plus faibles d'innovation technologique dans la production des aliments de base. La substitution des cultures en faveur des secteurs d'exportation a gagné en intensité, absorbant les ressources consacrées jusqu'alors aux secteurs internes, ce qui a en retour aggravé les pressions inflationnistes internes<sup>22</sup>. A son tour, la plus grande profitabilité des secteurs d'exportation a réduit la production des aliments, générant des pressions inflationnistes.

Une autre conséquence de la stratégie de modernisation post-1964 a trait aux évolutions démographiques en milieu rural. Les données de l'IBGE (Instituto brasileiro de geografia e estatística) montrent ainsi que de 1940 à 1960, la population rurale a crû à un taux annuel moyen de 1,6%, ramené à 0,6% dans les années 1960 et - 0,6% dans les années 1970. Deux régions seulement, le Nord et le Nordeste, ont enregistré des taux positifs de croissance de leur population rurale dans les années 1970, mais dans les années 1980, le nombre de ruraux a diminué de 2,4 millions. Ainsi, en dépit du taux élevé d'émigration nordestine, on observe ce curieux paradoxe que la part de cette région pauvre et faible en ressources dans le total de la population rurale est passée de 38% en 1960 à 45% en 1980. Le déclin en termes absolus de la population rurale est devenu évident pour la première fois dans le Sudeste après 1960, et dans le Sud à partir de 1970, la perte de ces deux régions se montant à plus de 4 millions dans

---

<sup>19</sup> MENDONÇA DE BARROS José Roberto & GRAHAM Douglas Hume, « A agricultura brasileira e o problema da produção de alimentos », *Pesquisa e Planejamento econômico*, vol. 8, n° 3, 1978, pp. 695-726.

<sup>20</sup> HOMEM DE MELO Fernando Bento, *O problema alimentar no Brasil. A importância dos desequilíbrios tecnológicos*, Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1983.

<sup>21</sup> Le meilleur exemple reste le soja, dont la surface de culture a été multipliée par 10 entre 1960 et 1970, passant de 200'000 à 2 millions d'hectares, puis encore par 4 entre 1970 et 1981, pour atteindre 8 millions d'hectares.

<sup>22</sup> HOMEM DE MELO Fernando Bento & ZOCKUN Maria Helena Garcia Pallares, « Exportações agrícolas, balanço de pagamentos e abastecimento do mercado interno », *Estudos econômicos*, vol. 7, n° 2, 1977.

les années 1970. Cet exode rural massif est illustré pleinement dans le cas du Paraná, la « frontière » agricole par excellence des années 1940-50 (principale destination de migration rurale dans les années 1960), qui a perdu 1,2 million de ruraux, soit 29% du total, dans les années 1970. Il en est de même de la frontière plus récente du Centre-Ouest, qui fait apparaître une perte absolue dans sa population rurale dans les années 1970<sup>23</sup>. Au total, entre 1960 et 1980, l'exode rural a concerné 30 millions de personnes.

A ces données s'ajoutent enfin les tendances au renforcement de la concentration. En 1940, les établissements de moins de 10 hectares représentaient 34,5% des propriétés et se partageaient 1,5% des terres. En 1985, ces mêmes propriétés représentaient 53% des établissements pour 3% de la surface totale. A l'autre bout, les établissements de plus de 1000 hectares représentaient 1,56% de l'ensemble des propriétés et se partageaient 48% des terres en 1940. En 1985, ces mêmes propriétés représentaient 1% du total et 45% des terres. Combinées à une diminution de la taille moyenne des exploitations – 104 hectares en 1940, 64,5 hectares en 1985 –, ces données traduisent un émiettement qui touche surtout les petites exploitations, alors même que les grands domaines confortent leur suprématie dans le contrôle de la terre.

### L'impact de la modernisation sur l'oligarchie

L'adéquation de la « modernisation conservatrice » aux structures agraires historiquement constituées et aux tendances à la concentration des revenus dans le processus d'industrialisation n'est donc plus à démontrer. Peut-on pour autant en déduire qu'elle a amené une homogénéisation de l'oligarchie et une uniformisation dans les modalités de gestion de la force de travail ? Rien n'est moins sûr. En fait, c'est tout le contraire qui s'est produit. La sélectivité du processus de modernisation en fonction des régions et des trajectoires historiques a accentué la diversité des structures sociales et oligarchiques, ce que l'on perçoit très bien lorsque l'on appréhende le milieu rural sur le plan régional.

Dans les régions de grandes propriétés par exemple, la réorganisation de la production autour de l'innovation technologique (mécanisation, produits phytosanitaires) et à destination des marchés d'exportation (soja, oranges) a diminué considérablement les besoins en main-d'œuvre et accentué fortement son caractère saisonnier. Des cultures mécanisées de cycle court (soja, pâturages permanents) et peu intensives en travail ont remplacé les cultures de cycle long, fortes consommatrices de main-d'œuvre. L'exemple type est une fois de plus le soja, qui n'exigeait au milieu des années 1970 que trois hommes par jour et par hectare contre 80 pour le café. Dans le Sudeste, des contingents entiers de main-d'œuvre interne résidente ont ainsi été expulsés et remplacés par des travailleurs salariés temporaires spécialisés. Certains auteurs considèrent que c'est là le signe d'une généralisation des relations salariales capitalistes dans l'agriculture<sup>24</sup>, mais on ne peut nier qu'une telle évolution s'accompagne également d'une réduction de la capacité des travailleurs familiaux à contrôler la terre et par conséquent à opposer des résistances à sa concentration. Le remplacement des cultures annuelles par des pâturages permanents (restaurés par des ensemencements tractorisés) a également joué dans ce sens en réduisant le stock de terres disponibles sur des locations de court terme. Des études fort intéressantes ont signalé ce phénomène, en interprétant le développement des favelas à la périphérie des petites localités rurales (phénomène jusqu'alors associé aux grands centres urbains) comme une conséquence de l'intensification des relations capitalistes de production

---

<sup>23</sup> GOODMAN David, *op. cit.*, pp. 133-134.

<sup>24</sup> MELLO Maria Conceição D'Incao e, *O « Boias-fria » : acumulação e miséria*, Petropolis : Vozes, 1975 ; BRANT Vinicius Caldeira, « Do colono ao boia-fria », *Estudos CEBRAP*, vol. 19, 1977, pp. 37-91.

dans ces régions<sup>25</sup>. Dans la plupart des études, ces contingents de main-d'œuvre volante, prolétarisée, temporaire et exclue du processus de production ont contribué à réduire les salaires sur les marchés de travail urbain et rural tout en représentant une réserve disponible.

Une autre forme d'agriculture à avoir reçu la modernisation est l'entreprise familiale capitaliste. La plus grande concentration se trouve dans les secteurs du blé et du soja dans le Sud et le Sud-est. Des encouragements destinés à stimuler la production mécanisée de blé en tant qu'activité substitutive d'importation ont été introduits à la fin des années 1950, de même qu'ont été montés des programmes de crédit et de soutien des prix. Ce processus de capitalisation a reçu un nouvel encouragement à partir de l'expansion du crédit rural dans le cadre de la stratégie de « modernisation conservatrice » des années 1960 et du boum mondial des prix du soja au début des années 1970. Dans les autres régions, les petites exploitations familiales constituent des « enclaves » au milieu de structures dominées par les grandes propriétés, enclaves généralement de taille modeste et en marge du processus de modernisation. Dans le Nordeste par exemple, ces enclaves sont souvent articulées à la grande propriété et assurent l'approvisionnement de biens alimentaires aux travailleurs saisonniers. Il est probable qu'à terme, la poursuite du processus de modernisation, en particulier l'extension de l'élevage, réduira ces surfaces. D'une manière générale, le secteur de la petite propriété accuse, ces dernières années, une très forte différenciation que Pernelle Grandjean résume bien en utilisant la formule « entre tradition et modernité »<sup>26</sup>. Elle constitue en quelque sorte le secteur par lequel passe la ligne de démarcation entre l'exploitation moderne et l'agriculture traditionnelle.

Enfin, il faut dire quelques mots sur la stratégie de modernisation des oligarchies du Nordeste, cette région constituant le cœur de la tradition oligarchique. Dans une analyse fort intéressante, Martins a cherché à établir un bilan de la modernisation en distinguant trois sous-régions correspondant à des logiques différentes de modernisation<sup>27</sup>.

La première est le Sertão, berceau de l'oligarchie, terre traditionnellement associée à l'élevage, puis par la suite au coton. Elle recouvre de larges portions des États de Bahia, Alagoas, Pernambouc, Paraíba, Rio Grande do Norte, Piauí. C'est une région qui a beaucoup compté dans l'histoire du Brésil, les anciens « colonels » ayant toujours eu une énorme influence dans la vie politique locale et nationale, notamment en contrôlant les candidats et les votes. Dans ces zones semi-arides éloignées des grands marchés, la modernisation est passée par les anciennes familles oligarchiques, qui y ont trouvé l'occasion de perpétuer encore un temps leur pouvoir traditionnel. Le crédit gouvernemental s'est traduit par une rupture du cycle coton-élevage qui caractérisait de longue date la région, au profit d'un élevage très extensif. Les grandes familles ont pu ainsi s'affranchir des aléas climatiques, des maladies périodiques et des variations de prix sur les marchés internationaux, en se repliant sur des activités plus résistantes aux risques du marché. Les comportements sont devenus plus rentiers et plus spéculatifs (l'inflation est une donnée du modèle de développement brésilien), tandis que les consommations improductives et ostentatoires se sont fortement développées. En contrepartie, les familles ont perdu de leur pouvoir traditionnel de par l'expulsion des travailleurs fixes qui habitaient sur les exploitations. Pour la main-d'œuvre qui y est encore rattachée, les conditions de vie sont très dures, les droits

---

<sup>25</sup> MELLO Maria Conceição D'Incao e, *op. cit.* ; BRANT Vinicius Caldeira, *op. cit.*

<sup>26</sup> GRANDJEAN Pernelle, « Les petits producteurs. Entre tradition et modernité », in DROULERS Martine, *Le Brésil à l'aube du troisième millénaire*, Paris : IHEAL (Institut des hautes études de l'Amérique latine), 1990, pp. 77-89.

<sup>27</sup> MARTINS Paulo Henrique N., « La récupération du "développement" par l'oligarchie dans le Nordeste brésilien ou la modernisation agraire détournée », *Revue Tiers-Monde*, t. XXXII, n° 126, avril-juin 1991, pp. 391-412.

élémentaires des travailleurs régulièrement bafoués, et l'absence de contrôle bureaucratique s'ajoute à une dégradation de la situation alimentaire. Martins a qualifié cette modernisation de « voie oligarchique typique ».

La deuxième région nordestine à connaître une modernisation spécifique est celle de la frontière agricole (régions éloignées de Bahia, Maranhão et Minas Gerais). Là, le crédit gouvernemental a valorisé des terres peu peuplées, souvent occupées par des *posseiros* (petits producteurs sans titre de propriété) ou appartenant à l'État, mais qui n'avaient pas fait l'objet d'une mise en valeur systématique. Les investisseurs sont issus tant du milieu rural (oligarchies sucrières du Pernambouc) que du milieu urbain (entrepreneurs de travaux publics, gros commerçants). Les conditions dans lesquelles s'est réalisée la modernisation ont favorisé la constitution de grands domaines d'élevage extensif de 10'000 à 20'000 hectares (et qui peuvent atteindre plus de 100'000 hectares dans le Maranhão), souvent selon une logique spéculative. Les investissements ont été généralement peu importants, mais une distinction doit être faite dans le cas du Minas Gerais, pour lequel la proximité des grands centres urbains du Sud semble avoir déterminé l'introduction de techniques en vue d'élever la productivité. La main-d'œuvre y est d'ailleurs mieux considérée, tant en ce qui concerne ses conditions de vie (logement, santé, éducation, prévention) que son apport à l'activité. Plus au nord, la logique patrimoniale est dominante et la terre est davantage perçue comme un actif de patrimoine que comme un facteur de production. Dans tous les cas, la concentration foncière s'est faite au détriment des travailleurs et a jeté sur les routes des milliers de familles paysannes condamnées à l'exode et au repli à la périphérie des grandes cités. Le renforcement du pouvoir des grands propriétaires a accompagné cette concentration de la terre et s'est notamment illustré dans la montée de l'UDR (Union démocratique ruraliste), organisation patronale rurale qui a fait échouer les programmes de réforme agraire dans les années 1980. Enfin, la ligne de front a favorisé le développement d'une activité de déforestation en vue d'étendre les zones de pâturages. L'extension des grands domaines et la délimitation des nouvelles terres amènent de violents conflits avec les *posseiros*, qui se terminent souvent par des assassinats ou des persécutions de leaders ouvriers. Martins a qualifié cette seconde voie de modernisation de « voie oligarchique transformée ».

Enfin, la dernière voie de modernisation nordestine traitée par Martins a trait aux régions proches des centres urbains régionaux et historiquement rattachées à ceux-ci par des activités diversifiées (coton, ananas, cacao, élevage extensif...). La modernisation s'est effectuée tant au profit des anciennes oligarchies foncières que de grandes firmes, nationales ou internationales (Nestlé). La mentalité y est donc plus proche de la logique entrepreneuriale et du marché que de la logique rentière et spéculative, mais les violents conflits sociaux lors des opérations de délimitation des terres et l'expulsion des *posseiros* révèlent la permanence d'une mentalité oligarchique traditionnelle. De même, la logique capitaliste a poussé à la salarisation ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail et des conditions de reproduction de la main-d'œuvre, mais il subsiste des formes de métayage assurant la reproduction de rapports de domination et de pratiques clientélistes indispensables dans la gestion des conflits sociaux. En général, la mentalité y est plus entrepreneuriale dans la gestion économique, tout en restant marquée, d'un point de vue social, par l'esprit oligarchique qui continue à inspirer les pratiques. Martins a qualifié cette troisième voie de modernisation de « voie capitaliste oligarchique ».

Ces quelques flashes régionaux montrent que la modernisation n'a pas fondamentalement modifié les comportements oligarchiques hérités de l'histoire, pas plus qu'elle n'a entraîné une homogénéisation des oligarchies. Le Brésil est toujours cet archipel de sous-systèmes régionaux, plus ou moins hiérarchisés, fonctionnant selon des logiques propres, mais dirigés par des oligarchies partageant le même idéal : un attachement sans concession à la terre.

## Les luttes pour la terre

Naturellement, une telle situation ne signifie pas l'absence d'une contrepartie en termes de luttes et d'opposition en faveur du respect des droits à la petite propriété et à la redistribution des terres. Celle-ci est très présente au Brésil et s'exprime dès les années 1950 avec la constitution de l'*União dos lavradores e trabalhadores agrícolas do Brasil* (ULTAB – Union des travailleurs et ouvriers agricoles du Brésil), du *Movimento dos agricultores sem terra do Rio Grande do Sul*, dirigé par Leonel Brizola (MASTER – Mouvement des agriculteurs sans terre du Rio Grande do Sul) et des *Ligas camponesas* (Ligues paysannes), dont la plus connue est la Ligue paysanne de Galilée, créée en 1954 par un avocat de Recife, Francisco Julião, dans l'État de Pernambouc. Cette organisation, qui réunissait environ 1000 petits fermiers, s'était notamment illustrée au début des années 1960, dans le climat de crise légué par le plan de Metas, par des revendications en matière de redistribution foncière. Elle a largement contribué à radicaliser les oppositions quant à la suite à donner à la modernisation. Les échecs répétés de Kubitschek, de Quadros et de Goulart dans leurs tentatives de stabiliser l'économie ont fini par relayer au plus haut niveau politique des revendications tout droit issues de la terre, dont la plus spectaculaire a été le décret de réforme agraire prononcé par Goulart en 1964<sup>28</sup>. Le Brésil doit à cette radicalisation plus de vingt ans de dictature, l'écrasement des mouvements revendicatifs et l'élimination des leaders syndicalistes paysans... non pas que les militaires aient été de fervents défenseurs de la propriété foncière, mais le climat « subversif » dans lequel se profilaient les revendications de la société civile ne pouvait être toléré par la hiérarchie.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que la chape de plomb qui est tombée sur le pays le 31 mars 1964 ait cherché avant tout à liquider toute forme d'opposition à une modernisation dont nous avons déjà présenté le caractère « conservateur ». Pourtant, une fois passées les vagues d'épuration et proclamés les actes institutionnels, ces oppositions vont se reconstituer plus ou moins dans la légalité en fonction des espaces de liberté négociés avec le pouvoir ou tout simplement oubliés du pouvoir. Dans les années 1970, alors que la société civile s'indigne des excès commis par les militaires et que se réorganisent des oppositions de tout bord<sup>29</sup>, le mouvement paysan tente d'apporter son soutien à des masses en quête d'un autre avenir. Plusieurs sources d'inspiration se retrouvent à la confluence de ce mouvement.

La première est celle des salariés agricoles permanents ou temporaires, en quête d'une application sur le terrain de ce que la loi avait reconnu au plus haut niveau – la législation du travail –, en particulier le Statut du travailleur rural du 2 mars 1963 et le Statut de la terre du 30 novembre 1964. Le premier ne faisait qu'étendre aux ouvriers agricoles des droits déjà reconnus aux travailleurs des villes, comme le salaire minimum, le droit aux congés payés, le repos hebdomadaire ou encore un système d'indemnisation en cas de rupture du contrat de travail. Récemment arrivés au pouvoir, les militaires avaient reconduit ce statut et l'avaient même complété par un décret qui réaffirmait le droit à 2 hectares de terre à tout *morador* (occupant) résidant depuis plus d'un an sur une propriété. Le Statut de la terre, quant à lui, établissait les principes directeurs de la réforme agraire en réaffirmant la règle d'une terre pour tous et le droit au bien-être pour tous les travailleurs ruraux. Les pouvoirs publics s'engageaient notamment à créer les conditions d'accès du travailleur rural à la propriété de la terre. Dans le cadre de la modernisation technique ambiante, cette législation n'avait fait que donner aux grands propriétaires l'argument qui leur manquait pour se séparer d'une main-d'œuvre désormais trop exigeante, dont on

---

<sup>28</sup> On peut citer également les mouvements issus de l'Église catholique comme le *Movimento de educação de base* (MEB – Mouvement d'éducation de base) et la *Juventud agraria catolica* (Jeunesse agricole chrétienne).

<sup>29</sup> Assemblées représentatives, Église, étudiants, organisations ouvrières, mouvements de lutte armée.

pouvait partiellement se passer compte tenu de l'introduction des techniques de la Révolution verte et que l'on pouvait de toute façon rappeler à tout moment, en particulier pour les récoltes. Les années 1960 ont ainsi été témoins d'un vaste processus d'expulsion de travailleurs ruraux transformés en *volantes*, sans contrats ni cartes de travail et par conséquent dépourvus de toute forme de protection sociale. Ce mouvement a touché les régions de grandes propriétés, en particulier les exploitations de café (São Paulo, Paraná), de sucre (São Paulo, Rio de Janeiro, Nordeste), d'oranges (São Paulo) et de cacao (sud de Bahia).

La deuxième source d'opposition paysanne concerne les petits producteurs du sud du Brésil (Rio Grande do Sul, Santa Catarina et Paraná), relayés par la suite par les petits producteurs de São Paulo, Minas Gerais et Rondonia. Les revendications ont porté ici sur une amélioration des conditions d'environnement à l'exploitation agricole : amélioration des systèmes de vente, politique de prix garantis, développement du crédit à la production, système de classification des produits, soutien à l'agriculture familiale... Cette identification de problèmes communs à une forme d'activité agricole a débouché notamment sur la création de syndicats locaux et d'associations de producteurs (tabac, raisin, soja, lait, café, bétail).

Enfin, une troisième source de résistance paysanne, la plus médiatisée sans doute, la plus ancienne, mais aussi la plus actuelle de par la violence qui lui est faite, correspond aux luttes pour la propriété de la terre. Regroupant à la fois les paysans sans terre (*posseiros*, *parceiros*, *arrendatarios*, journaliers, salariés agricoles, petits propriétaires<sup>30</sup>) et des petits propriétaires menacés d'expulsion du fait de la construction de centrales hydroélectriques, cette résistance s'illustre par différents types d'opérations, tels que l'organisation de commissions destinées à faire acheminer aux assemblées leurs revendications, des campements installés au bord des routes, voire des actions à forte résonance médiatique comme l'occupation de terres publiques ou privées ou des marches nationales destinées à focaliser l'attention sur leur cause. Ces mouvements ont souvent surpris de par leur ampleur et leur organisation, allant même jusqu'à dépasser les syndicats traditionnels. Ils s'illustrent au Brésil à travers le Mouvement des sans-terre (MST), une organisation née à la fin des années 1970 dans le sud du pays à l'initiative de José Gomes, évêque du diocèse de Chapeco et adepte de la théologie de la libération, et de João Pedro Stédile, économiste, fils de petit agriculteur gaúcho. A l'origine créé pour venir en aide aux travailleurs ruraux des États du Sud, le mouvement s'est rapidement étendu au reste du pays, devenant une véritable organisation nationale en janvier 1984, aujourd'hui présente dans 23 États. Les objectifs sont toujours les mêmes : respect et application des lois existantes (Statut du travailleur rural, Statut de la terre), mise en place de conditions de développement pour une véritable agriculture familiale, politique de prix garantis (et subventionnés pour les produits alimentaires de base), et surtout... surtout, application d'un programme de réforme agraire.

L'occupation des terres inexploitées ou contestées est la stratégie habituelle du mouvement lorsque les négociations préalables ont échoué. Des familles s'installent sur des propriétés (*acampamentos*) et commencent à cultiver la terre en se préparant à affronter l'opposition des grands propriétaires et de la police militaire. L'occupation crée une situation de conflit qui attire la presse et médiatise le problème. Lorsque enfin le gouvernement accepte de négocier et leur accorde un lot, souvent au terme d'affrontements sanglants, les familles s'installent (*assentamento*) et s'affilient à un réseau de coopératives de production, de commercialisation et de services contrôlés

---

<sup>30</sup> Les *posseiros* cultivent en famille une terre qu'ils considèrent comme la leur, mais dont ils n'ont pas le titre de propriété. On les trouve surtout dans le nord du pays. Les *parceiros* sont des métayers. Ils travaillent en famille sur des terres qu'ils louent au propriétaire contre une partie des récoltes. Les *arrendatarios* sont des fermiers qui cultivent la terre en famille contre paiement d'un loyer indépendant de la valeur de la récolte.

par le MST. Ces coopératives sont représentées au niveau local, au niveau des Etats et enfin au niveau national. Sont également encouragées les initiatives d'entraide paysanne en vue d'effectuer des activités en commun (préparation de la terre, plantation, récolte...), d'acheter des biens à plusieurs (reproducteurs animaux, semences, engrais, tracteurs et autres équipements agricoles, locaux de stockage, moulins, scieries...) ou de se regrouper pour gérer collectivement un patrimoine (bétail, abeilles, poissons...). L'enjeu est de taille car il s'agit ici de démontrer que la réforme agraire, ou ce qui en tient lieu dans l'attente d'un programme de plus grande envergure qui serait directement orchestré par le pouvoir politique, est viable d'un point de vue économique<sup>31</sup>. C'est pourquoi les coopératives paysannes aident à former le surplus indispensable à toute légitimation économique de la redistribution foncière, à moderniser la production et à améliorer la productivité du travail, et donc le revenu paysan.

Le mouvement parvient ainsi à prendre le contrôle de 100 à 200 fazendas par an et à installer plusieurs dizaines de milliers de familles sur les terres récupérées. En quinze ans, il serait parvenu à installer 140'000 familles sur 6 millions d'hectares de terres récupérées<sup>32</sup>. Il s'agit d'un véritable mouvement d'ampleur nationale qui a très bien su tirer profit des opportunités offertes par les médias, comme en témoignent les publications de son dirigeant, João Pedro Stédile, la présence sur le réseau Internet par l'entremise d'un site web, des manifestations de masse (comme le Forum du peuple rural de 1994, qui réunissait les mouvements de travailleurs agricoles au niveau national, les Congrès nationaux du MST de 1985, 1990 et 1995, ou encore la « longue marche » de 1997 destinée à favoriser la prise de conscience de l'opinion publique), le « lobbying » au Parlement dans le *nucleo agrario* ou encore les relais assurés par les innombrables ONG présentes au Brésil, en Amérique latine et dans les pays développés. Sans compter les juristes, universitaires, personnalités de premier plan qui prennent fait et cause pour le mouvement. Qui ne connaît l'ouvrage de Sebastião Salgado sur le Mouvement des sans-terre et l'exposition de photographies qui a bientôt fait le tour du monde ? Le projet du mouvement ne s'arrête toutefois pas aux problèmes du monde rural. Ces problèmes sont recomposés dans un second temps en fonction des « aspirations des paysans sans terre et dans un contexte de changement plus vaste de la société brésilienne »<sup>33</sup> : amélioration des conditions de vie et des revenus des populations les plus pauvres, politique nationale de sécurité alimentaire à un prix abordable pour l'ensemble de la population, travail pour tous dans des conditions de revenus décentes, justice sociale et égalité des droits sur les plans économique, social, culturel et spirituel (alphabétisation, logements, soins de base, infrastructures)<sup>34</sup>, développement de technologies compatibles avec le respect de l'environnement et la conservation des ressources<sup>35</sup>. *In fine*, « la terre doit être perçue

---

<sup>31</sup> Une étude de la FAO a d'ailleurs montré qu'après trois ans d'installation, les paysans atteignent un niveau de vie comparable à celui de la moyenne des Brésiliens.

<sup>32</sup> Le MST estime à 4,8 millions le nombre de familles de travailleurs ruraux sans terre qui pourraient bénéficier de la réforme agraire.

<sup>33</sup> MST (MOVIMENTO NACIONAL DOS TRABALHADORES RURAIS SEM TERRA), « La question agraire au Brésil et le mouvement national des travailleurs ruraux sans terres », in IRED (INNOVATIONS ET RESEAUX POUR LE DEVELOPPEMENT), *Peuples et pouvoir. Organisations populaires en marche – Afrique, Amériques, Asie*, Paris : L'Harmattan/IRED, 1999, pp. 265-266.

<sup>34</sup> Selon le MST, plus de 500'000 enfants de 9 ans ou moins ne fréquentent pas l'école mais travaillent jusqu'à quarante heures par semaine ; 80% de ces heures concernent le travail agricole. (MST, *op. cit.*, p. 259.)

<sup>35</sup> En décembre 1995, le MST a reçu le prix *Educação e participação*, décerné par l'UNICEF en reconnaissance du travail d'éducation accompli dans les *assentamentos* de colons. Les chiffres annoncés sont ici impressionnants : le mouvement fait état de 1000 écoles publiques dans les *assentamentos* et les campements, touchant 70'000 enfants et adolescents et 2500 enseignants ; 600 éducateurs sont engagés dans l'alphabétisation d'environ 8000 jeunes et adultes, et des formations spécifiques en gestion des coopératives et méthodes d'enseignement en milieu rural sont également dispensées ; il est même des colons qui poursuivent des études universitaires.

comme un bien de la nature au service de la société » et « la propriété de la terre doit être subordonnée à sa fonction sociale »<sup>36</sup>.

Mais les leaders du MST savent aussi que tout n'est pas possible, comme ils le reconnaissent eux-mêmes : « Les principes qui viennent d'être résumés, et qui représentent l'aspiration de la plupart des gens dans le monde rural, sont un rêve, une utopie à atteindre nécessitant un combat sans répit. L'équilibre actuel des forces dans la société brésilienne exclut que ces aspirations puissent être satisfaites. Mais nous parvenons au moins à mettre en œuvre de nombreux éléments importants de ce rêve, et cela nous donne du courage et nous éclaire tous les jours. »<sup>37</sup>

Et pour cause, l'équation brésilienne n'est pas simple. En 1988, le Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire estimait qu'il y avait au Brésil 86 millions d'hectares non exploités appartenant à des propriétaires privés, soit 42,6% de la surface totale, dont plus de 89% dans des grands domaines. Et encore, ces données n'incluaient pas les millions d'hectares de terres non occupés appartenant à l'Etat d'Amazonie<sup>38</sup>. Des données plus récentes, établies sur une base cadastrale plus large et fournies par l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA), estiment à 153 millions d'hectares la superficie des propriétés improductives, soit l'équivalent des superficies cumulées de la France, de l'Espagne, de la Suisse et de l'Autriche. Il y aurait donc en théorie de quoi satisfaire les revendications de la petite paysannerie<sup>39</sup>. De toute évidence, le problème brésilien ne relève donc pas d'un raisonnement malthusien. Ce constat rend d'autant plus honteuses les situations de sous-alimentation qui touchent, selon l'*Instituto de pesquisa econômica aplicada* (IPEA – Institut de recherches économiques appliquées), 65 millions de personnes. Mais évidemment, présentée en ces termes, cette vision du problème est extrêmement naïve. D'une part, le modèle de « modernisation conservatrice » suppose à la base une concentration de la terre ; d'autre part, au Brésil, la terre n'est pas qu'un facteur de production, mais aussi un actif de pouvoir qui infiltre la société jusque dans ses instances représentatives les plus hautes. En conséquence, le traitement des inégalités est soumis soit à une remise en cause de la prééminence du modèle agro-exportateur au profit d'un rééquilibrage de la politique agraire en faveur du marché intérieur, soit à une redistribution encore à venir et qui confirmerait enfin les mérites de la « vertueuse » théorie du *trickle down*<sup>40</sup>. Dans l'attente, la petite paysannerie est peu à peu refoulée des campagnes, massée de plus en plus à la périphérie des villes, ou encore réorientée vers l'exutoire amazonien. Là, la concurrence avec les grandes fermes d'élevage contrôlées par des intérêts industriels et financiers puissants perpétue une société violente marquée par d'importants conflits agraires. Falsifications de titres, intimidations, destructions des habitations et maigres récoltes des paysans, voire

---

<sup>36</sup> MST, *op. cit.*, p. 266.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>38</sup> CHONCHOL Jacques, *Systèmes agraires en Amérique latine. Des agricultures préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Paris : Editions de l'HEAL (Institut des hautes études de l'Amérique latine), 1995, p. 257.

<sup>39</sup> Rappelons que le PNRA (Programme national de réforme agraire) de 1985 proposé par le président Sarney prévoyait l'expropriation de 43 millions d'hectares et l'installation de 7 millions de familles en quinze ans.

<sup>40</sup> Cela étant, il ne faut pas trop se faire d'illusions.

liquidation pure et simple des récalcitrants<sup>41</sup> jalonnent le rude combat entre les tenants d'une société prétendument moderne mais peu scrupuleuse dans ses agissements et ses valeurs et ceux qui ne cherchent qu'à s'insérer pour y faire vivre décentement leur famille, au demeurant suivant des modes de production non exclusivement tournés vers la subsistance. Et comme généralement les responsables agissent dans une totale impunité, la violence ne trouve guère de limites<sup>42</sup>.

---

<sup>41</sup> Le plus célèbre d'entre eux étant Chico Mendes, leader des *seringueiros*, assassiné par un homme à la solde de l'UDR (la puissante organisation patronale rurale), à Xapuri, petite ville de l'Etat de l'Acre, en décembre 1988.

<sup>42</sup> Selon une enquête réalisée par la Commission pastorale de la terre, entre 1985 et 1995, 922 travailleurs ruraux sans terre, syndicalistes, promoteurs pastoraux, avocats et autres responsables ont été assassinés. Au cours de la même période, on a enregistré 820 tentatives d'assassinat de travailleurs ruraux, 2412 menaces de mort et 28 massacres de groupes. Entre 1979 et 1988, ce sont 1304 personnes qui ont été assassinées du fait de ces conflits... et les statistiques sont sans doute très en deçà de la réalité.

## CONCLUSION

Il s'ensuit que la perspective d'une réforme agraire conçue comme idéal d'un projet de société moderne plus égalitaire n'a jamais été aussi éloignée des chemins du possible qu'aujourd'hui. Implanté de longue date dans les campagnes brésiliennes, l'ordre oligarchique a su s'intégrer, voire a su convaincre les artisans du développement de raisonner la modernisation dans le cadre d'un ordre social en grande partie figé et opposé à toute remise en cause de son pouvoir séculaire. L'« Etat de compromis » apparu dans les années 1930 exprimait déjà les limites dans lesquelles pouvaient se mouvoir les bourgeoisies industrielles en voie de sédimentation et, lorsque celles-ci ont atteint une masse critique leur permettant de proposer un projet de société incluant les campagnes dans une perspective réformiste, elles n'ont pu l'imposer faute d'hégémonie. Les événements de l'année 1964 ont sanctionné sur le plan politique cette voie de modernisation au profit d'une formule qui a dû se fondre dans le moule de l'ordre oligarchique. Il n'est guère étonnant, dans ces conditions, que le crédit rural n'ait profité qu'à cette élite, laissant en marge la petite paysannerie condamnée alors à errer entre la campagne et la ville, dans ces zones tampons que constituent les favelas. Le retour à la démocratie a ramené au premier plan le débat sur la réforme agraire et donné corps à de nouveaux acteurs sociaux qui s'incarnent aujourd'hui pleinement dans le Mouvement des sans-terre. Mais l'opposition du patronat rural, renforcée par la « modernisation conservatrice », a aussi su se doter de moyens de pression pour s'y opposer, soit en mobilisant des moyens répressifs pour faire front sur le terrain (ventes aux enchères de bétail pour acheter des armes), soit en faisant jouer son pouvoir clientéliste auprès des institutions décisionnaires. Le meilleur exemple en a été l'abandon du projet de réforme agraire dans les années 1980.

L'arrivée de Fernando Henrique Cardoso au Planalto en 1995 a pour un temps fait renaître les espoirs des sans-terre, le nouveau président étant à l'évidence un des meilleurs connaisseurs des réalités brésiliennes. Mais la nécessité de dégager une majorité au Congrès l'a obligé à accepter le soutien du Parti du front libéral, qui dispose de ses bases les plus fortes dans le Nordeste, précisément là où la concentration foncière est la plus importante. Finalement, comme ses prédécesseurs, Cardoso a dû composer. Sous la pression du MST, l'urgence du problème foncier n'a pu toutefois être enterrée, et Cardoso s'est engagé à distribuer 280'000 titres de propriété durant son mandat, engagement qui semble avoir été tenu puisque selon l'INCRA, entre 1995 et 1999, 348'000 familles ont bénéficié d'un lot de terres contre seulement 143'224 entre 1985 et 1994<sup>43</sup>. Un doute subsiste toutefois quant à la réalité de ces chiffres, le MST indiquant qu'ils n'avaient pas à prendre en compte les dizaines de milliers de *posseiros* déjà installés. En outre, une bonne partie des terres distribuées se situent en région amazonienne, sur des terres d'accès difficile et des sols à structure fragile. Dépourvus d'assistance technique, les paysans y pratiquent une agriculture souvent prédatrice. Au bout de deux à trois années, les rendements diminuent tandis que l'éloignement des commodités finit par décourager bon nombre d'entre eux. Au terme d'un périple difficile, ils finissent par renoncer et bradent leurs terres pour regagner les périphéries urbaines en quête d'un autre avenir. Au risque de contredire une maxime bien comprise, l'histoire semble bien se répéter au Brésil.

---

<sup>43</sup> BENASSAR Bartolomé & MARIN Richard, *Histoire du Brésil – 1500-2000*, Paris : Fayard, 2000, p. 515.



## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BACHA Edmar Lisboa, *Os mitos da uma década : ensaios sobre a economia brasileira*, Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1976.
- BENASSAR Bartolomé & MARIN Richard, *Histoire du Brésil – 1500-2000*, Paris : Fayard, 2000.
- BRANT Vinicius Caldeira, « Do colono ao boia-fria », *Estudos CEBRAP*, vol. 19, 1977, pp. 37-91.
- BUFFET Jacky, *Industrialisation et développement au Brésil – 1500-2000*, Paris : L'Harmattan, 2000.
- , « Le Brésil, du “miracle” à la difficile gestion de “l’après miracle” », *Cahiers des Amériques latines*, n° 14, 1992, pp. 67-93.
- , « Non-réforme agraire et modèle de développement au Brésil », in AUROI Claude & MAURER Jean-Luc, *Tradition et modernisation des économies rurales : Asie, Afrique, Amérique latine*, Paris : PUF, 1998, pp. 311-322.
- CAMARGO Aspásia de Alcântara, « A questão agrária : crise do poder e reformas de base », in FAUSTO Boris (org.), *Historia geral da civilização brasileira*, t. III, São Paulo : DIFEL (Difusão Européia do Livro), 1981.
- CARDOSO DE MELLO João Manuel, *O capitalismo tardio : contribuição a revisão critica da formação e do desenvolvimento da economia brasileira*, 5<sup>e</sup> édition, São Paulo : Brasiliense, 1986.
- CHONCHOL Jacques, *Systèmes agraires en Amérique latine. Des agricultures préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Paris : Editions de l'IHEAL (Institut des hautes études de l'Amérique latine), 1995.
- GOODMAN David, « Economia e sociedade rurais a partir de 1945 », in BACHA Edmar Lisboa & KLEIN Herbert S. (org.), *A transição incompleta : Brasil desde 1945*, Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1986, pp. 111-173.
- GRANDJEAN Pernette, « Les petits producteurs. Entre tradition et modernité », in DROULERS Martine, *Le Brésil à l'aube du troisième millénaire*, Paris : IHEAL (Institut des hautes études de l'Amérique latine), 1990, pp. 77-89.
- HOMEM DE MELO Fernando Bento, *O problema alimentar no Brasil. A importância dos desequilíbrios tecnológicos*, Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1983.
- HOMEM DE MELO Fernando Bento & ZOCKUN Maria Helena Garcia Pallares, « Exportações agrícolas, balanço de pagamentos e abastecimento do mercado interno », *Estudos econômicos*, vol. 7, n° 2, 1977.
- MARTINS Paulo Henrique N., « La récupération du “développement” par l'oligarchie dans le Nordeste brésilien ou la modernisation agraire détournée », *Revue Tiers-Monde*, t. XXXII, n° 126, avril-juin 1991, pp. 391-412.
- MELLO Maria Conceição D'Incao e, *O « Boias-fria » : acumulação e miséria*, Petropolis : Vozes, 1975.
- MENDONÇA DE BARROS José Roberto, « A evolução recente da agricultura brasileira », in MENDONÇA DE BARROS José Roberto & GRAHAM Douglas Hume, *Estudos sobre a modernização da agricultura brasileira*, São Paulo : USP/IPE (Universidade de São Paulo/Instituto de pesquisas econômicas), 1977.

MENDONÇA DE BARROS José Roberto & GRAHAM Douglas Hume, « A agricultura brasileira e o problema da produção de alimentos », *Pesquisa e Planejamento econômico*, vol. 8, n° 3, 1978, pp. 695-726.

MST (MOVIMENTO NACIONAL DOS TRABALHADORES RURAIS SEM TERRA), « La question agraire au Brésil et le mouvement national des travailleurs ruraux sans terres », in IRED (INNOVATIONS ET RESEAUX POUR LE DEVELOPPEMENT), *Peuples et pouvoir. Organisations populaires en marche – Afrique, Amériques, Asie*, Paris : L'Harmattan/IRED, 1999, pp. 239-287.

OLIVEIRA Francisco de, « A economia brasileira : critica à razão dualista », *Estudos CEBRAP*, vol. 2, 1972, pp. 3-82.

SMITH G.W., « Brazilian Agricultural Policy : 1950-67 », in ELLIS Howard Sylvester (org.), *Essay on the Economy of Brazil*, Berkeley : University of California Press, 1969.

STEDILE João Pedro, *A reforma agraria e a luta do MST*, Petropolis : Editora Vozes, 1997.

VEGA Luis Mercier, *Mécanismes du pouvoir en Amérique latine*, Paris : Editions Universitaires, 1967.

## COLLECTION ITINÉRAIRES

### Notes et travaux

- N° 55 *Prétextes anthropologiques III*  
Textes réunis et édités par Yvan DROZ et Gilbert RIST (2000, 124 p.) CHF 12.–
- N° 54 *Propriété intellectuelle. Quels enjeux pour les pays en développement ? (...)*  
Dossier de l'Annuaire Suisse-Tiers Monde 1998 (1999, 116 p.) CHF 12.–
- N° 53 *Prétextes anthropologiques II*  
Textes réunis et édités par Y. DROZ et G. RIST (1999, 97 p.) CHF 12.–
- N° 52 *De la monoculture de la vache à l'autoexploitation. Quelle économie pour quelle agriculture ?*  
Yvan DROZ (1998, 63 p.) CHF 12.–
- N° 51 *Prétextes anthropologiques*  
Textes réunis par Gilbert RIST et Yvan DROZ (1998, 91 p.) CHF 12.–
- N° 50 *Investissements éthiques et solidaires – Le cas de la Suisse*  
Kristin BARSTAD (1998, 75 p.) CHF 12.–
- N° 49 *Socio-anthropologie de la décentralisation en milieu rural africain. Bibliographie sélective et commentée*  
Jean-Pierre JACOB, Giorgio BLUNDO (1997, 118 p.) CHF 12.–
- N° 48 *L'apport de la diaspora au renouveau vietnamien. Les Vietnamiens de Suisse*  
Bertrand LAMON (1997, 102 p.) CHF 12.–
- N° 47 *Démocratie et nouvelles formes de légitimation en Afrique. Les Conférences nationales du Bénin et du Togo*  
Sous la direction de Jean ZIEGLER (1997, 50 p.) CHF 12.–
- N° 46 *Feeding Asia in the next century*  
C. AUBERT, G. ETIENNE, J.-L. MAURER (1996, 72 p.) CHF 12.–
- N° 45 *Développement rural et libéralisation économique en Inde. Le cas de l'Etat d'Orissa*  
Marie THORND AHL (1996, 89 p.) CHF 12.–
- N° 44 *Comment mieux coopérer avec le Brésil ? Aide des ONG et relations économiques de la Suisse*  
Gérard PERROULAZ, Serge GHINET (1995, 58 p.) CHF 12.–
- N° 43 *From Bonafide Citizens to Unwanted Clandestines. Nepali Refugees from Bhutan*  
Rebeka MARTENSEN (1995, 76 p.) CHF 15.–
- N° 42 *Réseaux et stratégies migratoires entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Histoire de vie d'un migrant*  
Prosper KAMBIRE (1994, 82 p.) CHF 12.–
- N° 41 *Questions de « genre » ? Réflexions autour des rapports sociaux de sexe dans l'emploi et dans l'institution*  
Yvonne PREISWERK et al. (1994, 98 p.) CHF 8.–

N° 40 *Guide d'approche des institutions locales (GAIL). Méthodologie d'étude des acteurs locaux dans le monde rural*  
Jean-Pierre JACOB *et al.* (1994, 40 p.) CHF 10.–

N° 39 *El rol de las mujeres en las estrategias de subsistencia : el caso del Ecuador*  
Jessica LOPEZ PINTO (1993, 63 p.) CHF 8.–

#### *Etudes du développement*

N° 13 *Une greffe de l'Etat inédite. Le clan corse, de la segmentarité à la décentralisation*  
Charaf ABDESSEMED (2000, 59 p.) CHF 12.–

N° 12 « *Ecotourisme* » ou « *tourisme durable* » *entre la théorie et la pratique. Principes déclarés et arguments publicitaires en Amazonie*  
Dorothy Julia PREZZA (2000, 90 p.) CHF 12.–

N° 11 *Género, ajuste estructural y trabajo : Análisis a través del Banco Mundial y del caso del Perú, Lima 1986-1993*  
Roxana ORUE (1998, 115 p.) CHF 12.–

N° 10 *The Andean Cocaine Industry : A Maze with no Way out ? Failures of the U.S.' « War on Drugs »*  
Vanessa PEAT (1998, 77 p.) CHF 12.–

N° 9 *Secteur informel et politiques publiques en Afrique. Acteurs et conceptions*  
Marie-Joséphine NSENGIYUMVA (1996, 73 p.) CHF 12.–

N° 8 *Les éleveurs, l'Etat et les agriculteurs au Burkina Faso. L'exemple de la région du centre-ouest*  
Yves DELISLE (1996, 79 p.) CHF 12.–

N° 7 *Niños y jóvenes en situación de calle espacio y campo social. Ciudad de Córdoba, Argentina*  
Patricia MAZZINI (1996, 178 p.) CHF 12.–

N° 6 *Le secret de l'unité de santé. Les agents de santé de base et les matrones en Guinée-Bissau*  
Mary-Josée BURNIER (1993, 109 p.) CHF 12.–

N° 5 *Agriculture de subsistance et technologie appropriée. Impact de l'ICTA à Quesada, Guatemala*  
Ileana VALENZUELA (1991, 180 p.) CHF 12.–

N° 4 *Les jardins de la sécheresse. Tamazalak versant ouest de l'Aïr*  
Ulrike MIX (1988, 135 p.) CHF 5.–

#### *Pratique et réflexion*

N° 9 *La démarche d'appui institutionnel au secteur de la santé. Programme médico-sanitaire bénino-suisse*  
Valérie BOULLOUDANI (1998, 77 p.) CHF 12.–

N° 8 *L'entreprise coopérative et de type coopératif: pour une analyse économique hétérodoxe*  
Souleymane SOULAMA (1997, 36 p.) CHF 10.–

N° 7 *Le système de Programmation – Suivi – Evaluation (PSE) dans une démarche d'appui institutionnel*  
D. FINO, S. GUINET, C. DUNAND, P. UVIN (1996, 77 p.) CHF 12.–

N° 6 *Démarche d'appui institutionnel. De l'analyse des acteurs à un processus de renforcement institutionnel*  
D. FINO, S. GHINET (1995, 57 p.) CHF 8.–

N° 5 *L'appui institutionnel au Niger. Résultats d'un atelier de réflexion*  
Peter UVIN *et al.* (1994, 60 p.) CHF 8.–

*Leçons inaugurales*

N° 7 *Chine trois fois muette. De la place de la Chine dans le monde d'aujourd'hui*  
Jean François BILLETTER (2000, 36 p.) CHF 5.–

N° 6 *Les droits de l'homme : frein ou moteur au développement ?*  
François A. DE VARGAS (1999, 23 p.) CHF 5.–

N° 5 *Enjeux de la mondialisation à la veille du III<sup>e</sup> millénaire*  
Rubens RICUPERO (1998, 12 p.) CHF 5.–

N° 4 *La pratique de la gouvernance pour un monde responsable et solidaire (...)*  
Pierre CALAME (1996, 17 p.) CHF 5.–

N° 3 *« Refonder » l'économie politique*  
George CORM (1995, 23 p.) CHF 5.–

N° 2 *Les défis conceptuels de la mondialisation*  
Maurice BERTRAND (1994, 14 p.) CHF 5.–

N° 1 *Développement et environnement. Humaniser l'homme ou répudier le soleil*  
Joseph KI-ZERBO (1994, 17 p.) CHF 5.–